



**PRÉFET
DES ARDENNES**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement, de
l'Aménagement et du Logement Grand Est**

Unité départementale des Ardennes

1 Place de la Préfecture - BP 60002

08005 Charleville-Mézières

Charleville-Mézières, le 15/01/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 29/10/2024

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

MÉTAL BLANC SA

48 rue Pasteur
08230 Bourg-Fidèle

Références : E2 - LaP/DeF - n° 25/017

Code AIOT : 0005701056

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 29/10/2024 de l'établissement MÉTAL BLANC SA implanté RUE PASTEUR 08230 Bourg-Fidèle. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- MÉTAL BLANC SA
- RUE PASTEUR 08230 Bourg-Fidèle
- Code AIOT : 0005701056
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil haut
- IED : Oui

La société Métal Blanc exploite une installation de recyclage de batteries usagées pour la production d'alliages de plomb de seconde fusion et de baguettes de soudure sur le territoire de la commune de Bourg-Fidèle (08230).

Thème de l'inspection : Air.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Garanties financières	Code de l'environnement, article L. 516-1	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois
3	Dispositions générales	Arrêté Préfectoral du 26/01/2017, article 3.1.1	Mise en demeure, respect de prescription	9 mois
4	Valeurs limites de concentration	AP de Prescriptions Complémentaires du 01/04/2022, article 4	Mise en demeure, respect de prescription	9 mois
5	Valeurs limites de flux	AP de Prescriptions Complémentaires du 01/04/2022, article 5	Mise en demeure, respect de prescription	9 mois
7	Surveillance de l'impact des rejets atmosphériques	AP de Prescriptions Complémentaires du 01/04/2022, article 9	Demande d'action corrective	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
2	Surveillance des rejets atmosphériques	AP de Prescriptions Complémentaires du 01/04/2022, article 8	Sans objet
6	Surveillance en continu	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 59	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Il ressort de la visite des non-conformités concernant la constitution des garanties financières et les rejets atmosphériques (respect des valeurs limites d'émission et capacité des installations de traitement à faire face aux variations de la composition des effluents). Un projet d'arrêté préfectoral de mise en demeure est proposé à M. le Préfet sur ces sujets.

L'exploitant dispose d'un délai d'un mois pour interpréter les résultats issus des relevés des jauges et du Partisol selon les données météorologiques enregistrées au cours de la campagne de prélèvement associée.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Garanties financières

Référence réglementaire : Code de l'environnement, article L. 516-1
Thème(s) : Situation administrative, Garanties financières
Prescription contrôlée : La mise en activité, tant après l'autorisation initiale qu'après une autorisation de changement d'exploitant, des installations mentionnées aux articles L. 229-32 et L. 515-36, des carrières et des installations de stockage de déchets est subordonnée à la constitution de garanties financières. Ces garanties sont destinées à assurer, suivant la nature des dangers ou inconvénients de chaque catégorie d'installations, la surveillance du site et le maintien en sécurité de l'installation, les interventions éventuelles en cas d'accident avant ou après la fermeture, et la réhabilitation après fermeture. Elles ne couvrent pas les indemnités dues par l'exploitant aux tiers qui pourraient subir un préjudice par fait de pollution ou d'accident causé par l'installation. Un décret en Conseil d'Etat détermine la nature des garanties et les règles de fixation de leur montant. Ce décret fixe les conditions dans lesquelles les sommes versées au titre des garanties financières sont insaisissables, au sens de l'article L. 112-2 du code des procédures civiles d'exécution, par dérogation aux articles 2284 et 2285 du code civil, et les conditions de leur utilisation en cas d'ouverture d'une procédure collective. Sans préjudice de la procédure d'amende administrative prévue au 4° du II de l'article L. 171-8, les manquements aux obligations de garanties financières donnent lieu à l'application de la procédure de consignation prévue au 1° du II de l'article L. 171-8, indépendamment des poursuites pénales qui peuvent être exercées.
Constats : Certaines installations du site exploité par la société Métal Blanc sont classées seuil haut au sens de l'article R. 511-10 du Code de l'environnement et figurent donc à l'article L. 515-36. Ainsi, l'exploitant a l'obligation de constituer des garanties financières pour ces installations. A ce jour, l'exploitant n'a pas constitué ces garanties financières.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 3 mois

N° 2 : Surveillance des rejets atmosphériques

Référence réglementaire : AP de Prescriptions Complémentaires du 01/04/2022, article 8				
Thème(s) : Risques chroniques, Air				
Prescription contrôlée : L'exploitant est tenu de respecter les modalités d'autosurveillance des rejets atmosphériques canalisés suivantes :				
	Fréquence			
	R1	R2	R3	R4
Débit	Mensuelle			
Poussières	[...] mensuelle par méthode normalisée			
Pb	Mensuelle			
Zn	Mensuelle			
Cd + Hg + Tl	Semestrielle			
Sb + CR + Co + Cu + Sn + Mn + Ni + V + Zn	Semestrielle			
As + Se + Te	Semestrielle			
SO ₂	Annuelle			
NO _x en équivalent NO ₂	Annuelle			
CO	Annuelle			
COV totaux (exprimé en C total)	Annuelle			
Benzène (substance CMR)	/	Annuelle	/	/
Dioxines / furannes	Annuelle	/	/	/
Les mesures de dioxines-furannes et d'oxydes de soufre sur les conduits R1 et R2 doivent être réalisées préférentiellement lors de l'enfournement de stériles. Les conditions d'exploitation (mode de fonctionnement des systèmes de filtration, nature des charges enfournées, etc.) devront être identifiées dans les rapports d'autosurveillance. [...]				
Constats : L'exploitant a transmis les résultats des analyses réalisées en sortie de cheminées au cours de l'année 2024 (jusqu'au mois de novembre inclus). Ces analyses ont été réalisées par la société KALI'AIR. Le site étant à l'arrêt les 3 premières semaines du mois d'août, il n'y a pas de mesures réalisées sur				

ce mois.

Il ressort que les mesures des différents conduits sur les paramètres précités ont été réalisées conformément aux fréquences imposées, excepté :

- les mesures mensuelles de mai et juin sur le conduit R1. Le filtre était à l'arrêt suite à l'incendie du 30/04/2024 ;
- les mesures mensuelles de mai sur le conduit R2. L'exploitant a indiqué que cette absence de mesures était due à une indisponibilité du laboratoire. Il a été rappelé à l'exploitant de prendre ses dispositions pour respecter le fréquentiel imposé dans l'arrêté. Les mesures mensuelles des mois suivants ont été réalisées.

L'exploitant enfournant peu de stériles actuellement, ces conditions d'exploitation ne font pas l'objet d'une attention particulière lors de la planification des analyses.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Dispositions générales

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/01/2017, article 3.1.1

Thème(s) : Risques chroniques, Installations de traitement

Prescription contrôlée :

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception, l'exploitation et l'entretien des installations de manière à limiter les émissions à l'atmosphère, y compris diffuses, notamment par la mise en œuvre de technologies propres[...] et le traitement des effluents en fonction de leurs caractéristiques et la réduction des quantités rejetées en optimisant notamment l'efficacité énergétique.

[...] Les installations de traitement d'effluents gazeux doivent être conçues, exploitées et entretenues de manière :

- à faire face aux variations de débit, température et composition des effluents ;

- [...]

Les procédés de traitement non susceptibles de conduire à un transfert de pollution doivent être privilégiés pour l'épuration des effluents. [...]

Constats :

L'exploitant a transmis les résultats des analyses réalisées en sortie de cheminées au cours de l'année 2024 (jusqu'au mois de novembre inclus). Ces analyses ont été réalisées par la société KALI'AIR.

Il ressort des dépassements récurrents en zinc et plomb principalement (en concentration et/ou en flux), essentiellement sur les conduits R2 et R3.

Ce point avait déjà été relevé lors de la visite d'inspection du 19/07/2023 (pour rappel, l'exploitant a intégré la fraction "gazeuse" des métaux lourds à ses analyses depuis novembre 2022 alors qu'auparavant seule la fraction particulaire était prise en compte. Depuis, des non-conformités sont constatées presque tous les mois).

L'exploitant a indiqué que les rejets atmosphériques émis après traitement dépendent principalement de la recette incorporée dans le four, et donc de la composition des effluents. En effet, par exemple, les poussières de décrassage provenant de l'affinage (concentrées en zinc notamment) sont récupérées et injectées dans le four. Lors de la réalisation des mesures des rejets atmosphériques lors de ce cycle, des valeurs plus élevées sont constatées.

De manière générale, différentes recettes peuvent être incorporées dans le four avec des temps de cycles variables, ce qui influe fortement sur les résultats obtenus.

Les installations de traitement des effluents gazeux ne permettent donc pas de faire face aux variations de la composition des effluents.

Il ressort des rapports d'analyses reçus les éléments suivants.

Sur le conduit R1, des dépassements significatifs (supérieurs à 10% de la Valeur Limite d'Émission) ont été constatés :

- en octobre (en zinc, en concentration et en flux - dépassements supérieurs à deux fois la VLE) ;
- en novembre (en zinc, en concentration et en flux - dépassement supérieur à deux fois la VLE en flux et sur la somme Sb+Cr+Co+Cu+Mn+Ni+V+Sn+Zn, en concentration et en flux).

Les valeurs maximales relevées pour le paramètre zinc sont (en octobre) de 801 $\mu\text{g}/\text{Nm}^3$ au lieu de 40 $\mu\text{g}/\text{Nm}^3$ (soit une valeur 20 fois supérieure à la VLE) et 37,6 g/h au lieu de 1,1 g/h (soit une valeur 34 fois supérieur à la VLE).

Pour rappel, il n'y a pas eu de mesures en mai et juin sur ce conduit.

Sur le conduit R2, des dépassements significatifs ont été constatés :

- en janvier (en zinc, en concentration et en flux) ;
- en février (en zinc, en concentration et en flux) ;
- en mars (en plomb, en concentration) ;
- en avril (en zinc, en concentration et en flux - dépassements supérieurs à deux fois la VLE) ;
- en juin (en plomb en concentration ; en CO en concentration et en flux - dépassements supérieurs à deux fois la VLE ; en COVT, en concentration et en flux) ;
- en juillet (en zinc, en concentration et en flux) ;
- en octobre (en zinc, en concentration et en flux - dépassements supérieurs à deux fois la VLE) ;
- en novembre (en COVT, en concentration et en flux).

Les valeurs maximales relevées sont les suivantes :

- en plomb : 60,6 $\mu\text{g}/\text{Nm}^3$ au lieu de 50 $\mu\text{g}/\text{Nm}^3$ en juin ;
- en zinc, en octobre : 3453 $\mu\text{g}/\text{Nm}^3$ au lieu de 40 $\mu\text{g}/\text{Nm}^3$ (soit une valeur 86 fois supérieure à la VLE) et 181 g/h au lieu de 2,5 g/h (soit une valeur 72 fois supérieure à la VLE) ;
- en COVT : en juin, 77,3 mg C/ Nm^3 au lieu de 40 mg C/ Nm^3 et 4,4 kg/g éq. C au lieu de 2,48 kg/h éq. C ;
- en CO : 999 mg/ Nm^3 au lieu de 300 mg/ Nm^3 et 53,2 kg/h au lieu de 18,6 kg/h.

Sur le conduit R3, des dépassements significatifs ont été constatés :

- en février (en zinc, en concentration et en flux - dépassements supérieurs à deux fois les VLE) ;
- en mars (en plomb en concentration) ;
- en septembre (en plomb en flux).

En zinc, les valeurs mesurées sont de 179 $\mu\text{g}/\text{Nm}^3$ au lieu de 70 $\mu\text{g}/\text{Nm}^3$ et 9,4 g/h au lieu de 3,2 g/h.

Sur le conduit R4, aucun dépassement n'a été relevé.

Observation : L'exploitant a étudié la possibilité de changer son système de traitement des fumées (arrosage des fumées) mais ce système n'a pas été retenu car il poserait des problèmes en termes de rejets aqueux.

Il envisage de faire une demande de modification des valeurs limites de son arrêté préfectoral qui sont, pour rappel, inférieures aux valeurs limites européennes.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription

Proposition de délais : 9 mois

N° 4 : Valeurs limites de concentration

Référence réglementaire : AP de Prescriptions Complémentaires du 01/04/2022, article 4				
Thème(s) : Risques chroniques, Air				
Prescription contrôlée : Les rejets issus des installations doivent respecter les valeurs limites suivantes en concentration, les volumes de gaz étant rapportés à des conditions normalisées de température (273 kelvins) et de pression (101,3 kilopascals) après déduction de la vapeur d'eau (gaz secs).				
Concentrations instantanées maximales en mg/Nm ³ sauf indication contraire	Conduit R1	Conduit R2	Conduit R3	Conduit R4
Poussières totales				
CI ⁽¹⁾	3	2	3	3
CM ⁽²⁾	2,5	1,5	2	2
Pb	0,1	0,05	0,1	0,1
Zn	0,04	0,04	0,07	0,15
Cd+Hg+Tl	0,02	0,02	0,02	0,02
Sb+Cr+Co+Cu+Sn +Mn+Ni+V+Zn	0,05	0,05	0,09	0,05
As+Se+Te	0,01	0,01	0,01	0,02
SO₂	50	300	50	50
NO_x en équivalent NO₂	100	100	25	25
CO	100	300	10	10
COV totaux (exprimés en C total)	40	40	15	15
dont COV visés à l'annexe III⁽³⁾	20	20	20	20
dont COV CMR⁽⁴⁾	2	2	2	2
Dioxines/furanes (en ng I-TEQ/Nm³)	0,01	0,01	/	/

(1) concentration instantanée maximale

(2) concentration moyenne sur 2 heures pour R1, R3 et R4 et concentration moyenne sur 4 heures

<p>pour R2</p> <p>(3) annexe III de l'arrêté ministériel du 2 février 1998 modifié relatif au prélèvement et à la consommation d'eau ainsi qu'aux émissions de toute nature des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation</p> <p>(4) substances de mentions de danger H340, H350, H350i, H360D ou H360F ou à phrases de risques R45, R46, R49, R60 ou R61 et substances halogénées de mentions de danger H341 ou H351 ou étiquetées R40 ou R68, telles que définies dans l'arrêté du 20 avril 1994 modifié</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a transmis les résultats des analyses réalisées en sortie de cheminées au cours de l'année 2024 (jusqu'au mois de novembre inclus). Ces analyses ont été réalisées par la société KALI'AIR.</p> <p>Le rapport de mesures du mois de novembre (dernier rapport reçu) fait état des non-conformités suivantes en concentrations :</p> <p>-> conduit R1 :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Zinc : 53,5 µg /Nm³ au lieu de 40 µg /Nm³ ; • Sb + Cr + Co + Cu + Mn + Ni + V + Sn + Zn : 59,7 µg /Nm³ au lieu de 50 µg /Nm³. <p>Le rapport de mesures précédent (mesures réalisées en octobre 2024) présente également une non-conformité pour le zinc sur le conduit R1 : 801 µg /Nm³.</p> <p>-> conduit R2, COV totaux : 52,6 mg/Nm³ au lieu de 40 mg/Nm³.</p> <p>Les précédentes mesures sur ce paramètre étaient également non conformes (juin 2024) : 77,3 mg/Nm³.</p> <p>Hormis les éléments précités, les derniers résultats des mesures des paramètres et conduits imposés dans l'arrêté sont conformes.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription</p>
<p>Proposition de délais : 9 mois</p>

N° 5 : Valeurs limites de flux

Référence réglementaire : AP de Prescriptions Complémentaires du 01/04/2022, article 5					
Thème(s) : Risques chroniques, Air					
Prescription contrôlée :					
Les rejets issus des installations doivent respecter les valeurs limites suivantes en flux :					
Flux en g/h sauf indication contraire*	R1	R2	R3	R4	[...]
Poussières totales	81	124	138	225	[...]
Pb	2,7	3,1	4,6	7,5	[...]
Zn	1,1	2,5	3,2	11,3	[...]
Cd+Hg+Tl	0,5	1,2	0,9	1,5	[...]
Sb+Cr+Co+Cu+Sn+Mn+Ni +V+Zn	1,4	3,1	4,1	3,8	[...]
As+Se+Te	0,3	0,6	0,5	1,5	[...]
SO ₂	1350	18600	2300	3750	[...]
NO _x en équivalent NO ₂	2700	6200	1150	1875	[...]
CO	2700	18600	460	750	[...]
COV totaux (exprimés en C total)	1080	2480	690	1125	[...]
dont COV visés à l'annexe III	540	1240	920	1500	[...]
dont COV CMR	54	124	92	150	[...]
Dioxines / furanes	0,3 µg/h	0,6 µg/h	/	/	[...]
[...]					
Constats :					
L'exploitant a transmis les résultats des analyses réalisées en sortie de cheminées au cours de l'année 2024 (jusqu'au mois de novembre inclus). Ces analyses ont été réalisées par la société KALI'AIR.					
Le rapport de mesures du mois de novembre (dernier rapport reçu) fait état des non-conformités suivantes en flux :					

<p>-> conduit R1 :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Zinc : 2,4 g/h au lieu de 1,1 g/h ; • Sb + Cr + Co + Cu + Mn + Ni + V + Sn + Zn : 2,6 g/h au lieu de 1,4 g/h. <p>Le rapport de mesures précédent (mesures réalisées en octobre 2024) présente également une non-conformité pour le zinc sur le conduit R1 : 37,6 g/h.</p> <p>-> conduit R2, COV totaux : 3,2 kg/h éq. C au lieu de 2,48 kg/h éq. C.</p> <p>Les précédentes mesures sur ce paramètre étaient également non conformes (juin 2024) : 4,4 kg/h éq. C.</p> <p>Hormis les éléments précités, les derniers résultats des mesures des paramètres et conduits imposés dans l'arrêté sont conformes.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 9 mois

N° 6 : Surveillance en continu

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 59
Thème(s) : Risques chroniques, Rejets atmosphériques
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Lorsque les rejets de polluant à l'atmosphère autorisés dépassent les seuils ci-dessous, l'exploitant doit réaliser dans les conditions prévues à l'article 58 une mesure en permanence du débit du rejet correspondant ainsi que les mesures ci-après. Dans le cas où les émissions diffuses représentent une part notable des flux autorisés, ces émissions sont évaluées périodiquement.</p> <p>[...]</p> <p>8° Métaux, métalloïdes et composés divers (gazeux et particulaires) :</p> <p>[...]</p> <p>c) Plomb et ses composés : si le flux horaire de plomb et de ses composés particuliers et gazeux, dépasse 100 g/h, une mesure journalière des émissions est réalisée sur un prélèvement représentatif effectué en continu ;</p> <p>d) Antimoine, chrome, cobalt, cuivre, étain, manganèse, nickel, vanadium et zinc, et leurs composés : si le flux horaire d'antimoine, chrome, cobalt, cuivre, étain, nickel, manganèse, vanadium et zinc, et de leurs composés particuliers et gazeux, dépasse 500 g/h, une mesure journalière des émissions est réalisée sur un prélèvement représentatif effectué en continu.</p> <p>[...]</p>
<p>Constats :</p> <p>Les rejets autorisés en flux pour le plomb et ses composés, sur l'ensemble des conduits, sont de 17,9 g/h, ce qui est nettement inférieur à 100 g/h.</p> <p>Sur l'année 2024 (hors mois de décembre), le flux maximal rejeté en plomb est de 11,48 g/h (mois de septembre).</p> <p>Les rejets autorisés en flux pour la somme antimoine, chrome, cobalt, cuivre, étain, manganèse, nickel, vanadium et zinc, et leurs composés, sur l'ensemble des conduits, sont de 12,4 g/h, ce qui est nettement inférieur à 500 g/h.</p> <p>Sur l'année 2024 (hors mois de décembre), le flux maximal rejeté en zinc sur l'ensemble des points de rejet est de 221 g/h (mois d'octobre).</p> <p>Les valeurs mesurées dans l'année (hors mois de décembre) sur la somme antimoine, chrome,</p>

cobalt, cuivre, étain, manganèse, nickel, vanadium et zinc sont inférieures à cette valeur.
Les prélèvements réalisés pour analyser la somme des métaux ont été réalisés sur des périodes différentes des prélèvements réalisés pour l'analyse de zinc, ce qui explique que la somme des métaux mesurée (incluant le zinc) soit inférieure au flux horaire de zinc.

L'exploitant n'a donc pas l'obligation de mesurer en permanence les paramètres précités.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : Surveillance de l'impact des rejets atmosphériques

Référence réglementaire : AP de Prescriptions Complémentaires du 01/04/2022, article 9

Thème(s) : Risques chroniques, Surveillance environnementale

Prescription contrôlée :

L'exploitant est tenu d'assurer une surveillance de la qualité de l'air et des retombées de poussières sur les paramètres suivants :

Paramètres	Fréquence d'analyse des filtres	Méthode de mesure
Plomb	Hebdomadaire	Préleveur automatique
Cadmium	Hebdomadaire	Préleveur automatique
Poussières totales, plomb, cadmium	Mensuelle	7 jauges de type OWEN dont 5 sont situées hors site (mesure des retombées de poussières) et 2 sont situées sur le site (suivi des rejets diffus)

La vitesse et la direction du vent sont mesurées et enregistrées en continu sur le site ou dans son environnement proche.

Les différents points de mesure cités par le présent article doivent être placés conformément au plan joint en annexe de l'arrêté préfectoral de prescriptions complémentaires n°I-4991 du 26/01/17.

Constats :

Suite à des actes de vandalisme sur la jauge C (positionnée sur le stade de foot du village), les 23/07/2024 et 27/08/2024, un grillage a été posé autour de la jauge pour limiter son accessibilité. L'échantillon d'eau du mois d'août n'a pas pu être prélevé pour l'analyse mensuelle.

Lors de la visite du 19/07/2023, il avait été demandé à l'exploitant de :

- ajouter les résultats des jauges présentes sur site dans les rapports trimestriels d'autosurveillance ;
- disposer de données relatives à la vitesse et à la direction du vent, conformément à la prescription, et d'interpréter les résultats des mesures selon les données météorologiques enregistrées au cours de la campagne de prélèvement.

L'exploitant a bien ajouté dans les rapports trimestriels d'autosurveillance les résultats des jauges présentes sur site.

Une station météo (Weathercloud) a été mise en place sur le site et est opérationnelle depuis le

19/06/2024. Elle mesure, entre autres, la vitesse et la direction du vent. Les données recueillies sont enregistrées par l'exploitant tous les mois.

Dans son rapport trimestriel de la période juillet - septembre 2024, l'exploitant a interprété les résultats des mesures relevées sur les jauges externes et sur le Partisol selon les données météorologiques enregistrées sur les mois concernés. Cependant, il n'a pas interprété les résultats selon les données enregistrées au cours de la campagne de prélèvement (les données météorologiques utilisées pour les jauges correspondent à la période allant du 1^{er} au dernier jour du mois alors que les jauges sont relevées la 3^{ème} semaine du mois ; les données météorologiques pour le Partisol portent sur le mois entier alors que les filtres du Partisol sont hebdomadaires).

Les résultats des jauges internes au site n'ont pas été interprétés selon les données météorologiques mais ces dernières ne sont pas ou peu impactées par les vents dominants, de par leur proximité avec le site.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant doit interpréter les résultats issus des relevés des jauges et du Partisol selon les données météorologiques enregistrées au cours de la campagne de prélèvement associée.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 1 mois

Annexe – Projet d’arrêté préfectoral de mise en demeure

Arrêté n° ... du portant mise en demeure de respecter les prescriptions applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement exploitées par la société Métal Blanc à Bourg-Fidèle (08230)

**Le Préfet des Ardennes,
Chevalier de la Légion d'Honneur
Officier de l'Ordre national du Mérite**

Vu le Code de l'environnement, et notamment ses articles L. 171-6, L. 171-8, L. 172-1, L. 511-1 et L. 514-5 ;

Vu l'arrêté préfectoral d'autorisation n° 4786 délivré le 31 mars 2008 à la société Métal Blanc pour les installations exploitées sur le territoire de la commune de Bourg-Fidèle à l'adresse suivante 48 rue Pasteur ;

Vu le décret du 3 novembre 2021 portant nomination du Préfet des Ardennes ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 2024-225 du 19 avril 2024 portant délégation de signature à M. Joël DUBREUIL, secrétaire général de la préfecture des Ardennes ;

Vu les arrêtés préfectoraux de prescriptions complémentaires n° I-4991 du 26 janvier 2017 et n° 2022-150 du 1^{er} avril 2022 ;

Vu l'article L. 516-1 du Code de l'environnement qui dispose : « *La mise en activité, tant après l'autorisation initiale qu'après une autorisation de changement d'exploitant, des installations mentionnées aux articles L. 229-32 et L. 515-36, des carrières et des installations de stockage de déchets est subordonnée à la constitution de garanties financières.*

Ces garanties sont destinées à assurer, suivant la nature des dangers ou inconvénients de chaque catégorie d'installations, la surveillance du site et le maintien en sécurité de l'installation, les interventions éventuelles en cas d'accident avant ou après la fermeture, et la réhabilitation après fermeture. Elles ne couvrent pas les indemnisations dues par l'exploitant aux tiers qui pourraient subir un préjudice par fait de pollution ou d'accident causé par l'installation.

Un décret en Conseil d'Etat détermine la nature des garanties et les règles de fixation de leur montant. Ce décret fixe les conditions dans lesquelles les sommes versées au titre des garanties financières sont insaisissables, au sens de l'article L. 112-2 du code des procédures civiles d'exécution, par dérogation aux articles 2284 et 2285 du code civil, et les conditions de leur utilisation en cas d'ouverture d'une procédure collective.

Sans préjudice de la procédure d'amende administrative prévue au 4° du II de l'article L. 171-8, les manquements aux obligations de garanties financières donnent lieu à l'application de la procédure de consignation prévue au 1° du II de l'article L. 171-8, indépendamment des poursuites pénales qui peuvent être exercées. » ;

Vu l'article 3.1.1 de l'arrêté préfectoral du 26 janvier 2017 susvisé qui dispose : « *L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception, l'exploitation et l'entretien des*

installations de manière à limiter les émissions à l'atmosphère, y compris diffuses, notamment par la mise en œuvre de technologies propres [...] et le traitement des effluents en fonction de leurs caractéristiques et la réduction des quantités rejetées en optimisant notamment l'efficacité énergétique.

[...] Les installations de traitement d'effluents gazeux doivent être conçues, exploitées et entretenues de manière :

- à faire face aux variations de débit, température et composition des effluents ;

- [...]

Les procédés de traitement non susceptibles de conduire à un transfert de pollution doivent être privilégiés pour l'épuration des effluents. [...] » ;

Vu l'article 4 de l'arrêté préfectoral du 1^{er} avril 2022 susvisé qui dispose : « Les rejets issus des installations doivent respecter les valeurs limites suivantes en concentration, les volumes de gaz étant rapportés à des conditions normalisées de température (273 kelvins) et de pression (101,3 kilopascals) après déduction de la vapeur d'eau (gaz secs).

Concentrations instantanées maximales en mg/Nm ³ sauf indication contraire	Conduit R1	Conduit R2	Conduit R3	[...]
[...]				
Pb	[...]	0,05	0,1	[...]
Zn	0,04	0,04	0,07	[...]
[...]				
Sb+Cr+Co+Cu+Sn +Mn+Ni+V+Zn	0,05	[...]	[...]	[...]
[...]				
COV totaux (exprimés en C total)	[...]	40	[...]	[...]
[...]				

[...] » ;

Vu l'article 5 de l'arrêté préfectoral du 1^{er} avril 2022 susvisé qui dispose : « Les rejets issus des installations doivent respecter les valeurs limites suivantes en flux :

Flux en g/h sauf indication contraire*	R1	R2	R3	[...]
[...]				
Pb	[...]	3,1	4,6	[...]
Zn	1,1	2,5	3,2	[...]
[...]				
Sb+Cr+Co+Cu+Sn+ Mn+Ni+V+Zn	1,4	[...]	[...]	[...]

Flux en g/h sauf indication contraire*	R1	R2	R3	[...]
[...]				
COV totaux (exprimés en C total)	[...]	2480	[...]	[...]
[...]				

[...] » ;

Vu le rapport de mesures CKL24-A147-PR01-01-V01 établi par la société Kali'air en date du 19 mars 2024 pour les mesures réalisées du 11 au 12 janvier 2024 ;

Vu le rapport de mesures CKL24-A147-PR02-01-V01 établi par la société Kali'air en date du 29 mars 2024 pour les mesures réalisées du 22 au 23 février 2024 ;

Vu le rapport de mesures CKL24-A147-PR02-01-V01 établi par la société Kali'air en date du 19 avril 2024 pour les mesures réalisées du 14 au 15 mars 2024 ;

Vu le rapport de mesures CKLX24-A147-PR04-01-V01 établi par la société Kali'air en date du 22 mai 2024 pour les mesures réalisées du 11 au 12 avril 2024 ;

Vu le rapport de mesures CKL24-A147-PR05-V01 établi par la société Kali'air en date du 24 juin 2024 pour les mesures réalisées le 16 mai 2024 ;

Vu le rapport de mesures CKL24-A147-PR06-01-V02 établi par la société Kali'air en date du 5 novembre 2024 pour les mesures réalisées du 11 au 12 juin 2024 ;

Vu le rapport de mesures CKL24-A147-PR07-1-V01 établi par la société Kali'air en date du 16 septembre 2024 pour les mesures réalisées du 11 au 12 juillet 2024 ;

Vu le rapport de mesures CKL24-A147-PR08-01-V01 établi par la société Kali'air en date du 23 octobre 2024 pour les mesures réalisées du 12 au 13 septembre 2024 ;

Vu le rapport de mesures CKL24-A147-PR09-01-V01 établi par la société Kali'air en date du 29 novembre 2024 pour les mesures réalisées du 17 au 18 octobre 2024 ;

Vu le rapport de mesures CKL24-A147-PR10-01-V01 établi par la société Kali'air en date du 22 novembre 2024 pour les mesures réalisées du 6 au 7 novembre 2024 ;

Vu le rapport de mesures CKL24-A147-PR10.1-V02 établi par la société Kali'air en date du 29 novembre 2024 pour les mesures réalisées du 6 au 7 novembre 2024 ;

Vu le rapport de mesures CKL24-A147-PR01-02-V02 établi par la société Kali'air en date du 29 novembre 2024 pour les mesures réalisées le 7 novembre 2024 ;

Vu le rapport de l'inspection des installations classées transmis à l'exploitant par courriel du **date** conformément aux articles L. 171-6 et L. 514-5 du Code de l'environnement, afin qu'il puisse faire part de ses observations dans un délai de 15 jours ;

Vu les observations de l'exploitant formulées par courrier/courriel du **date** ;
ou

Vu l'absence de réponse de l'exploitant au terme du délai déterminé dans la transmission du rapport susvisé ;

Considérant ce qui suit :

1. lors de la visite du 29/10/2024, l'inspecteur de l'environnement (spécialité installations classées) a constaté que :
 - a. Certaines installations du site exploité par la société Métal Blanc sont classées seuil haut au sens de l'article R. 511-10 du Code de l'environnement et figurent donc à l'article L. 515-36. Ainsi, l'exploitant a l'obligation de constituer des garanties financières pour ces installations. A ce jour, l'exploitant n'a pas constitué ces garanties financières ;
 - b. Des dépassements récurrents en zinc et plomb principalement (en concentration et/ou en flux), essentiellement sur les conduits R2 et R3 ont été constatés sur l'année 2024 (hors mois de décembre, dont le rapport n'a pas été reçu) ;
 - c. Ce sujet avait déjà été relevé lors de la visite d'inspection du 19/07/2023 : depuis le mois de novembre 2022, des non-conformités avaient été constatées presque tous les mois ;
 - d. Les rejets atmosphériques émis sont très variables ;
 - e. Par exemple, les valeurs maximales relevées sur le conduit R2 en zinc sont de 3453 µg/Nm³ au lieu de 40 µg/Nm³ autorisés (soit une valeur 86 fois supérieure à la Valeur Limite d'Emission) et 181 g/h au lieu de 2,5 g/h autorisés (soit une valeur 72 fois supérieure à la VLE) en octobre 2024 ;
 - f. D'après l'exploitant, les rejets atmosphériques émis après traitement dépendent principalement de la recette incorporée dans le four, et donc de la composition des effluents. Différentes recettes peuvent être incorporées dans le four avec des temps de cycles variables, ce qui influe fortement sur les résultats obtenus ;
 - g. Les installations de traitement des effluents gazeux ne permettent donc pas de faire face aux variations de la composition des effluents ;
 - h. Les derniers résultats non conformes sont les suivants (novembre 2024) :
 - i. conduit R1 :
 1. Zinc - concentration : 53,5 µg/Nm³ au lieu de 40 µg/Nm³ ;
 2. Zinc – flux : 2,4 g/h au lieu de 1,1 g/h ;
 3. Sb + Cr + Co + Cu + Mn + Ni + V + Sn + Zn – concentration : 59,7 µg/Nm³ au lieu de 50 µg/Nm³ ;
 4. Sb + Cr + Co + Cu + Mn + Ni + V + Sn + Zn – flux : 2,6 g/h au lieu de 1,4 g/h ;

5. Le rapport de mesures précédent (mesures réalisées en octobre 2024) présente également des non-conformités pour le zinc sur le conduit R1 : 801 $\mu\text{g}/\text{Nm}^3$ et 37,6 g/h ;
- ii. conduit R2 :
 1. COV totaux - concentration : 52,6 mg/Nm^3 au lieu de 40 mg/Nm^3 ;
 2. COV totaux – flux : 3,2 kg/h éq. C au lieu de 2,48 kg/h éq. C. ;
 3. Les précédentes mesures sur ce paramètre étaient également non conformes (juin 2024) : 77,3 mg/Nm^3 et 4,4 kg/h éq. C.
2. ces constats constituent un manquement aux dispositions des articles L. 516-1 du Code de l'environnement, 3.1.1 de l'arrêté préfectoral du 26 janvier 2017 susvisé, et 4 et 5 de l'arrêté préfectoral du 1^{er} avril 2022 susvisé ;
3. ces manquements constituent une atteinte aux intérêts protégés par l'article L. 511-1 du Code de l'environnement dans la mesure où :
 - a. l'absence de constitution de garanties financières pour les installations Seuil Haut ne permet pas de s'assurer de disposer de fonds pour la surveillance du site et le maintien en sécurité de l'installation, les interventions éventuelles en cas d'accident avant ou après la fermeture, et la réhabilitation après fermeture ;
 - b. des dépassements récurrents des valeurs limites d'émission concernant les rejets atmosphériques peuvent impacter la santé des riverains notamment ;
4. face à ces manquements, il convient de faire application des dispositions de l'article L. 171-8 du Code de l'environnement en mettant en demeure la société Métal Blanc de respecter les prescriptions et dispositions des articles L. 516-1 du Code de l'environnement, 3.1.1 de l'arrêté préfectoral du 26 janvier 2017 susvisé, et 4 et 5 de l'arrêté préfectoral du 1^{er} avril 2022 susvisé, afin d'assurer la protection des intérêts visés à l'article L. 511-1 du Code de l'environnement ;

Sur proposition de Monsieur le Directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement

ARRÊTE

Article 1 – La société Métal Blanc exploitant une installation de recyclage de batteries usagées pour la production d'alliages de plomb de seconde fusion et de baguettes de soudure sise 48 rue Pasteur sur la commune de Bourg-Fidèle est mise en demeure de respecter les dispositions des articles L. 516-1 du Code de l'environnement, 3.1.1 de l'arrêté préfectoral du 26 janvier 2017 susvisé, et 4 et 5 de l'arrêté préfectoral du 1^{er} avril 2022 susvisé en :

- constituant des garanties financières conformément à l'article L. 516-1 du Code de l'environnement dans un délai de 3 mois à compter de la notification du présent arrêté ;

- disposant d'installations de traitement des effluents gazeux permettant de faire face aux variations de la composition des effluents dans un délai de 9 mois à compter de la notification du présent arrêté ;
- respectant les valeurs limites d'émission pour le conduit R1 (zinc et somme Sb + Cr + Co + Cu + Mn + Ni + V + Sn + Zn, en concentration et en flux) et pour le conduit R2 (COV totaux, en concentration et en flux) dans un délai de 9 mois à compter de la notification du présent arrêté.

Article 2 – Dans le cas où l'une des obligations prévues à l'article 1 ne serait pas satisfaite dans le délai prévu par ce même article, et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, il pourra être pris à l'encontre de l'exploitant les sanctions prévues à l'article L. 171-8-II du Code de l'environnement.

Article 3 – Conformément à l'article L. 171-11 du Code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée au tribunal administratif de Châlons-en-Champagne, dans un délai de 2 mois à compter de sa date de notification. Le tribunal administratif peut être saisi par l'application Télérecours citoyen accessible sur le site www.telerecours.fr

Article 4 – Conformément à l'article R. 171-1 du Code de l'environnement, en vue de l'information des tiers, le présent arrêté sera publié sur le site internet des services de l'État dans le département des Ardennes pendant une durée minimale de deux mois.

Le présent arrêté sera notifié à la société Métal Blanc.

Ampliation en sera adressée à :

- Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture des Ardennes ;
- Monsieur le Maire de la commune de Bourg-Fidèle ;
- Monsieur le Directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement du Grand-Est.

Chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Charleville-Mézières, le
Le Préfet,
Pour le Préfet et par délégation
Le secrétaire général,

Joël DUBREUIL